

Arrêt

n° 303 662 du 26 mars 2024
dans l'affaire X / I

En cause : X

Ayant élu domicile : au cabinet de Maître V. SEDZIEJEWSKI
Rue de l'Aurore 10
1000 BRUXELLES

contre:

l'Etat belge, représenté par la Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration

LE PRÉSIDENT DE LA 1^{ère} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 18 octobre 2023, par X, qui déclare être de nationalité béninoise, tendant à la suspension et l'annulation de la décision d'irrecevabilité d'une demande d'autorisation de séjour et l'ordre de quitter le territoire, pris le 19 septembre 2023.

Vu le titre Ier *bis*, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu la demande et le consentement à recourir à la procédure purement écrite en application de l'article 39/73-2 de la loi précitée.

Vu l'ordonnance du 8 novembre 2023 selon laquelle la clôture des débats a été déterminée au 16 novembre 2023.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause.

1.1. La requérante déclare être arrivée en Belgique le 5 novembre 2012 et y a introduit une demande de protection internationale en date du 7 novembre 2012. Cette demande s'est clôturée négativement par la décision de refus du statut de réfugié et refus du statut de protection subsidiaire prise le 31 juillet 2013 par le Commissariat Général aux Réfugiés et aux Apatrides (ci-après : le CGRA).

1.2. Le 9 août 2013, la partie défenderesse a pris un ordre de quitter le territoire - demandeur de protection internationale à l'encontre de la requérante. Le Conseil a rejeté le recours introduit contre cette décision dans son arrêt n° 136 199 du 15 janvier 2015.

1.3. Le 17 septembre 2020, la requérante a introduit une nouvelle demande de protection internationale qui a été déclarée irrecevable par le CGRA en date du 24 mai 2022.

1.4. Le 10 juin 2022, la requérante a introduit une demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois sur la base de l'article 9*bis* de la loi du 15 décembre 1980.

1.5. Le 25 mars 2022, la requérante a introduit une nouvelle demande de protection internationale, toujours pendante.

1.6. Le 19 septembre 2023, la partie défenderesse a pris une décision d'irrecevabilité de la demande visée au point 1.4. Cette décision, qui constitue le premier acte attaqué, est motivée comme suit :

« MOTIFS : Les éléments invoqués ne constituent pas une circonstance exceptionnelle.

A titre de circonstance exceptionnelle, l'intéressée invoque la longueur de son séjour sur le territoire belge, son intégration sur le territoire belge. Elle déclare vivre en Belgique depuis un peu plus de dix ans. Quant aux éléments d'intégration, elle déclare qu'elle s'est lié d'amitié avec des personnes en Belgique avec qui elle entretient des liens personnels. Elle produit plusieurs témoignages de qualité et d'intégration de ses proches et connaissances. Elle déclare qu'elle est bien intégrée en Belgique. Elle déclare qu'elle s'est construite une vie en Belgique et y a de profondes attaches sociales où elle vit depuis 10 ans. La requérante dépose les éléments suivants pour prouver son intégration à savoir une attestation d'inscription à Lire et Ecrire, une attestation de bénévolat auprès de refugees welcome datant du 18.09.2021, une attestation de demande d'une activité de volontariat auprès de l'asbl les petits riens datant du 07.01.2022, une preuve de frais d'inscription de l'année 2020-2021, une attestation de suivi de formation citoyenne auprès de la croix-rouge de Belgique datant du 07.03.2023, etc.

Rappelons tout d'abord que les circonstances exceptionnelles visées par l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 sont destinées non à fournir les raisons d'accorder l'autorisation de séjourner plus de trois mois dans le Royaume, mais bien à justifier celles pour lesquelles la demande est formulée en Belgique et non à l'étranger, sans quoi on ne s'expliquerait pas pourquoi elles ne devraient pas être invoquées lorsque la demande est faite auprès des autorités diplomatiques compétentes pour le lieu de résidence ou de séjour à l'étranger. L'intéressée doit démontrer à tout le moins qu'il lui est particulièrement difficile de retourner demander l'autorisation de séjour dans son pays d'origine ou de résidence à l'étranger (Conseil d'Etat - Arrêt n° 112.863 du 26/11/2002).

Par ailleurs, s'agissant de la longueur du séjour de la requérante en Belgique et de sa bonne intégration dans le Royaume, le Conseil du Contentieux des Etrangers considère que ces éléments sont autant des renseignements tendant à prouver tout au plus la volonté du requérant de séjourner sur le territoire belge mais non une impossibilité ou une difficulté quelconque de rentrer dans son pays d'origine afin d'y accomplir les formalités requises en vue de l'obtention d'une autorisation de séjour. De surcroît, le Conseil rappelle qu'un long séjour en Belgique n'est pas en soi un empêchement à retourner dans le pays d'origine.

Ce sont d'autres circonstances survenues au cours de ce séjour qui, le cas échéant, peuvent constituer un tel empêchement. » CCE, arrêt n° 74.314 du 31.01.2012. De même, « une bonne intégration en Belgique, des liens affectifs et sociaux développés, ne constituent pas, à eux seuls, des circonstances exceptionnelles au sens de l'article 9 bis précité car on ne voit pas en quoi ces éléments empêcheraient la réalisation d'un ou plusieurs déplacements temporaires à l'étranger en vue d'y lever l'autorisation requise ». CCE, arrêt 74.560 du 02.02.2012.

Les circonstances exceptionnelles ne sont pas établies.

Elle déclare n'avoir ni ressource ni attaches dans son pays d'origine. C'est à l'intéressée de démontrer l'absence d'attaches et de ressource au pays d'origine. En effet, rien ne permet à l'Office des étrangers de constater qu'elle ne possède plus d'attaches dans son pays d'origine, d'autant qu'elle ne démontre pas qu'elle ne pourrait raisonnablement se prendre en charge temporairement ou se faire aider et héberger par de la famille et/ou des amis ou encore obtenir de l'aide d'un tiers dans son pays d'origine. Le Conseil du Contentieux des Etrangers rappelle « que c'est à l'étranger qui revendique l'existence de circonstances exceptionnelles à en apporter la preuve, puisqu'elle sollicite une dérogation, ce qui implique que la demande d'autorisation de séjour doit être suffisamment précise et étayée » (C.C.E., Arrêt n°274 897 du 30.06.2022). Cet élément ne constitue dès lors pas une circonstance exceptionnelle empêchant ou rendant impossible tout retour au pays d'origine de façon à y accomplir les formalités requises à son séjour en Belgique.

Le Conseil du Contentieux des Etrangers rappelle que, même s'il peut être difficile de prouver un fait négatif, c'est à l'étranger lui-même qui revendique l'existence de circonstances exceptionnelles à en rapporter la vraisemblance, puisqu'il sollicite une dérogation, ce qui implique que la demande d'autorisation de séjour doit être suffisamment précise et étayée, voire actualisée si nécessaire. L'administration n'est quant à elle pas tenue d'engager avec l'étranger un débat sur la preuve des circonstances dont celui-ci entend déduire son impossibilité ou une difficulté particulière de retourner dans son pays d'origine. (C.C.E., Arrêt n°276 617 du 29.08.2022). La circonstance exceptionnelle n'est pas établie.

Quant au respect de sa vie familiale et privée tel qu'édicte par l'article 8 de la Convention Européenne des droits de l'homme, du fait qu'elle invoque avoir de profondes attaches sociales en Belgique et qu'elle y a également une vie privée, ces éléments ne peuvent constituer une circonstance exceptionnelle car la partie

requérante reste en défaut d'exposer en quoi l'obligation, pour la partie requérante, de rentrer dans son pays d'origine aux fins d'y lever les autorisations requises, serait disproportionnée, alors que l'accomplissement des formalités auprès du poste diplomatique compétent n'oblige pas l'étranger à séjourner dans le pays où ce poste est installé mais implique seulement qu'il doit s'y rendre temporairement pour y accomplir les formalités requises. Il en découle qu'en principe cet accomplissement ne constitue pas, au sens de l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, une ingérence dans la vie privée et familiale de l'étranger ou que, si ingérence il y a, elle est nécessairement proportionnée puisqu'il n'est imposé à l'étranger qu'une formalité nécessitant une séparation temporaire de son milieu belge tout en réservant la décision sur le fondement même de la demande d'être autorisé au séjour plus de trois mois. (CCE arrêt 108 675 du 29.08.2013)

Notons qu'il a déjà été jugé par le Conseil du Contentieux des Etrangers « que ledit article ne s'oppose pas à ce que les Etats fixent des conditions pour l'entrée et le séjour des étrangers sur leur territoire ; qu'en imposant aux étrangers, dont le séjour est devenu illégal de leur propre fait, de retourner dans leur pays d'origine pour y demander, auprès du poste diplomatique compétent, l'autorisation requise pour être admis sur le territoire belge, le législateur entend éviter que ces étrangers puissent retirer un avantage de l'illégalité de leur situation et que la clandestinité soit récompensée ; que rien ne permet de soutenir que cette obligation serait disproportionnée par rapport à l'ingérence qu'elle pourrait constituer dans la vie privée et familiale de la partie requérante et qui trouve son origine dans son propre comportement (C.E., 25 avril 2007, n°170.486). Par ailleurs, en ce qui concerne la proportionnalité, si rigoureuses que puissent paraître les conséquences d'une séparation prématurée pour celui qui aspire à un séjour, elles ne sauraient être jugées disproportionnées au but poursuivi par le législateur lorsque la requérante a tissé ses relations en situation irrégulière, de telle sorte qu'elle ne pouvait ignorer la précarité qui en découlait. » (CCE, arrêt n° 36.958 du 13.01.2010)

L'intéressée dépose des pièces médicales dans sa demande 9 bis dont un certificat médical du Docteur [F. V. L.] datant du 13.07.2022 qui indique le protocole opératoire pour une opération qui avait été planifiée en date du 13.07.2022 et une indication pour une myomectomie par laparotomie a été posée au sein de l'hôpital CHU Brugmann, une attestation de rendez-vous au service gynécologie au sein de l'hôpital CHU Brugmann ainsi qu'un rapport de consultation concernant des douleurs abdominales au niveau de l'utérus du Dr. [E. S.] au sein de l'hôpital CHU Brugmann datant du 16.5.2022 et enfin un rapport d'hospitalisation établie par les docteurs, [F. V. L.] et [K. S.] datant du 17.05.2022 et qui indique des douleurs abdominales au niveau de l'utérus. (cfr. Pièces et attestations médicales) Notons qu'aucun des différents documents joints à sa demande n'indique une contre-indication formelle et explicite sur le plan médical à un retour temporaire au pays d'origine ou de résidence et, rien n'indique que l'état médical de l'intéressée l'empêcherait de voyager temporairement en vue de procéder aux formalités requises à un éventuel séjour de plus de trois mois en Belgique. La circonstance exceptionnelle n'est pas établie.

En conclusion, l'intéressée ne nous avance aucun argument probant justifiant la difficulté ou l'impossibilité d'introduire sa demande dans son pays d'origine auprès de notre représentation diplomatique. Sa demande est donc irrecevable. Néanmoins, il lui est toujours loisible de faire une éventuelle nouvelle demande dans son pays d'origine ou de résidence à l'étranger sur la base de l'article 9§2 auprès de notre représentation diplomatique ».

1.7. Le 19 septembre 2023, la partie défenderesse a pris un ordre de quitter le territoire (annexe 13) à l'encontre de la requérante. Cette décision, qui constitue le second acte attaqué, est motivée comme suit :

« L'ordre de quitter le territoire est délivré en application de l'article suivant de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et sur la base des faits suivants :

- o En vertu de l'article 7, alinéa 1^{er}, 1° de la loi du 15 décembre 1980, il demeure dans le Royaume sans être porteur des documents requis par l'article 2 :

L'intéressée n'est pas en possession d'un passeport revêtu d'un visa valable.

MOTIF DE LA DECISION :

Lors de la prise d'une décision d'éloignement, le Ministre ou son délégué tient compte de l'intérêt supérieur de l'enfant, de la vie familiale, et de l'état de santé du ressortissant d'un pays tiers concerné (article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980). La situation a été évaluée lors de la prise de cet ordre de quitter le territoire.

Cette évaluation est basée sur tous les éléments actuellement dans le dossier :

L'intérêt supérieur de l'enfant : Il ne ressort ni du dossier administratif, ni de la demande 9bis que le requérant, qui est majeur, a un ou plusieurs enfants mineurs en Belgique.

La vie familiale : L'intéressée n'indique pas avoir de la famille en Belgique.

L'état de santé : L'intéressé indique souffrir de pathologies et elle produit des pièces médicales (cfr. Certificat médical). Cependant, aucun élément n'est produit indiquant une contre-indication sur le plan médical à un retour temporaire au pays d'origine de l'intéressé.

Par conséquent, il n'y a pas d'éléments qui posent problème pour prendre un ordre de quitter le territoire.

Si vous ne donnez pas suite à cet ordre de quitter le territoire dans le délai imparti, ou si cet ordre n'est pas prolongé sur instruction de l'Office des Etrangers, les services de police compétents peuvent se rendre à votre adresse. Ils pourront alors contrôler et déterminer si vous êtes effectivement parti dès l'expiration du délai de l'ordre de quitter le territoire ou de sa prolongation. Si vous séjournez toujours à cette adresse, cela peut entraîner un transfert au commissariat de police et une détention en vue d'un éloignement ».

2. Exposé des moyens d'annulation.

2.1.1. La requérante prend un premier moyen, à l'encontre du premier acte attaqué, de l'erreur manifeste d'appréciation et de la violation « *des articles 9bis et 62 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ; des articles 1 à 3 de la loi du 29.07.1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ; de l'article 8 de la Convention européenne des Droits de l'Homme ; des principes de bonne administration tels que celui de minutie, de prudence et de proportionnalité* ».

2.1.2. Dans ce qui s'apparente à une première branche, elle relève que, selon le premier acte attaqué, « *la longueur du séjour et l'intégration ne constitueraient pas des circonstances exceptionnelles à elles-seules* ». Elle fait valoir à cet égard qu'elle « *a invoqué la longueur de son séjour (11 ans !), son intégration, et sa vie privée* » et que la « *longueur et l'intégration de la requérante ne sont donc pas invoquées comme éléments à eux-seuls mais bien à l'appui d'autres éléments* » de sorte que la motivation de la partie défenderesse n'est pas pertinente et que le premier acte attaqué n'est pas adéquatement motivé en droit.

2.1.3. Dans ce qui s'apparente à une deuxième branche, la requérante souligne que la partie défenderesse « *ne conteste aucun des éléments avancés [...] pour justifier l'octroi d'une autorisation de séjour de plus de trois mois* » mais qu'elle « *estime que ce sont des motifs qui ne constituent pas des circonstances exceptionnelles* ». Elle constate qu'il « *semblerait toutefois que la partie [défenderesse] n'ait pas apprécié ces différents éléments dans leur ensemble mais qu'ils auraient été appréciés individuellement* » alors qu'« *il découle du principe de bonne administration que les éléments invoqués* » doivent être considérés dans leur ensemble. Elle estime que la partie défenderesse « *a dès lors commis une erreur de motivation* ».

Elle insiste sur le fait que la partie défenderesse « *ne pouvait en effet pas, sans commettre d'erreur manifeste d'appréciation, estimer que la longueur du séjour, l'intégration en Belgique, les opportunités d'emploi, les attaches sociales en Belgique, ne justifiaient pas l'octroi d'une autorisation de séjour de plus de trois mois* ».

Elle reproduit un extrait de l'arrêt du Conseil d'État n° 126 221 du 9 décembre 2003 ainsi qu'un extrait de l'arrêt du Conseil n° 102 195 du 30 avril 2013 et fait valoir, s'agissant de ce dernier, que « *s'il s'agissait en l'espèce d'une décision déclarant la demande d'autorisation de séjour non pas irrecevable mais non fondée, les mêmes reproches peuvent être formulés à l'égard de la partie [défenderesse] concernant son obligation de motivation* ».

Elle conclut en estimant que le premier acte attaqué ne lui permet pas de connaître les raisons sur lesquelles la partie défenderesse se fonde et ne répond pas aux arguments essentiels de la demande, de sorte qu'il n'est pas adéquatement motivé.

2.1.4. Dans ce qui s'apparente à une troisième branche, la requérante estime que le premier acte attaqué viole l'article 8 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (ci-après : la CEDH). Elle fait valoir qu'elle est arrivée « *en Belgique il y plus de 11 ans* », qu'elle « *démontre dans sa demande son intégration sociale* » et qu'en égard à ces circonstances, elle « *a développé d'importantes attaches sociales et affectives en Belgique, ce qui n'est pas contesté par la partie [défenderesse]* ».

Elle ajoute que la motivation du premier acte attaqué « *ne permet pas de vérifier si la mise en balance de [sa vie privée] d'une part et de l'objectif poursuivi par la décision entreprise d'autre part a bien été effectuée concrètement* » et souligne que la partie défenderesse « *ne semble pas avoir pris en considération les*

éléments invoqués [...] mais s'est bornée à prendre une décision stéréotypée ». Elle cite ensuite différents arrêts du Conseil.

2.2.1. La requérante prend un deuxième moyen, à l'égard du second acte attaqué, de la violation de « l'article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980 » et de « l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme ».

2.2.2. Dans ce qui s'apparente à une première branche, elle se réfère à l'arrêt du Conseil d'État n° 253 942 du 9 juin 2022 et fait valoir qu'en l'espèce, la partie défenderesse « *n'expose pas, dans la motivation de l'acte attaqué, comment elle a respecté les exigences de l'article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980, eu égard à la portée dudit acte, et au regard des éléments dont elle avait connaissance au moment de la prise de cet acte, à savoir notamment la vie familiale du requérant* ». Dès lors, elle conclut que « *l'acte attaqué n'est pas suffisamment motivé* » au regard de l'article précité.

2.2.3. Dans ce qui s'apparente à une deuxième branche, elle estime que le second acte attaqué viole l'article 8 de la CEDH. Elle fait valoir qu'elle « *est arrivée en Belgique en avril 2018, soit il y a plus de 11 ans* » et qu'elle « *a développé depuis d'importantes attaches sociales* ». Elle considère qu'« [a]yant séjourné pendant autant de temps en Belgique, il est évident [qu'elle s'est construite] une importante vie privée, ce dont la partie [défenderesse] n'a pas tenu compte valablement » et que la motivation du second acte attaqué « *ne permet pas de vérifier si la mise en balance de [sa vie privée] d'une part et de l'objectif poursuivi par la décision entreprise a bien été effectuée concrètement* ». Elle ajoute que la partie défenderesse « *ne semble pas avoir pris en considération les éléments invoqués [...] mais s'est bornée à prendre une décision stéréotypée* ». Elle cite enfin différents arrêts du Conseil d'État et du Conseil.

3. Examen des moyens d'annulation

3.1.1. Sur le premier moyen, le Conseil rappelle qu'aux termes de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980, la demande d'autorisation de séjour doit être introduite auprès d'un poste diplomatique ou consulaire belge dans le pays d'origine ou dans le pays où l'étranger est autorisé au séjour, sauf si des circonstances exceptionnelles font obstacle à cette procédure.

Ces circonstances exceptionnelles, qui ne sont pas définies légalement, ne sont pas des circonstances de force majeure. Partant, il appartient à l'autorité d'apprécier, dans chaque cas d'espèce, le caractère exceptionnel des circonstances alléguées par l'étranger, étant entendu que l'examen de la demande sous deux aspects, celui de la recevabilité et celui du fond, n'exclut nullement qu'un même fait soit à la fois une circonstance exceptionnelle permettant l'introduction de la demande en Belgique et un motif justifiant l'octroi de l'autorisation de séjour.

Le Conseil souligne que si le Ministre ou son délégué, dans l'examen des circonstances exceptionnelles, dispose d'un très large pouvoir d'appréciation auquel le Conseil ne peut se substituer, il n'en est pas moins tenu de motiver sa décision et de la justifier en tenant compte de tous les éléments propres au cas qui lui est soumis. Cette obligation de motivation formelle à laquelle est tenue l'autorité administrative doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'explicitier les motifs de ces motifs. Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours, et à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet.

3.1.2. En l'espèce, il ressort de la motivation du premier acte attaqué que la partie défenderesse a pris en considération les éléments invoqués par la requérante, dans sa demande d'autorisation de séjour, et a exposé les raisons pour lesquelles elle a considéré, dans l'exercice de son pouvoir discrétionnaire, que ceux-ci ne pouvaient suffire à justifier l'existence de circonstances exceptionnelles dans son chef. Il en est notamment ainsi de la longueur de son séjour, de sa bonne intégration, de ses attaches sociales invoquées au regard de l'article 8 de la CEDH et de ses pièces médicales. Cette motivation n'est pas utilement contestée par la requérante. En effet, son argumentation n'a en réalité d'autre but que d'amener le Conseil à substituer sa propre appréciation des éléments du dossier à celle de la partie défenderesse, ce qui excède manifestement ses compétences dans le cadre du contrôle de légalité qu'il exerce au contentieux de l'annulation. Par ailleurs, une telle motivation est adéquate et suffisante en ce qu'elle permet à la requérante de comprendre pour quelle raison sa demande a été déclarée irrecevable.

3.1.3. S'agissant plus particulièrement de la première branche, le Conseil relève, à l'instar de la partie défenderesse, qu'un long séjour et une bonne intégration en Belgique ne constituent pas, à eux seuls, des circonstances exceptionnelles au sens de l'article 9bis de la loi, dès lors que le Conseil n'aperçoit pas en quoi ces éléments empêcheraient la réalisation d'un ou plusieurs déplacements temporaires à l'étranger en vue d'y lever l'autorisation requise. En effet, ces éléments sont autant de renseignements tendant à prouver tout au plus la volonté de la requérante de séjourner sur le territoire belge, mais non une impossibilité ou une difficulté quelconque de rentrer dans son pays d'origine afin d'y accomplir les formalités requises en vue de

l'obtention d'une autorisation de séjour. La simple circonstance que d'autres éléments aient été avancés par la requérante dans la demande d'autorisation de séjour n'est pas, en soi, de nature à infirmer ce constat.

3.1.4. S'agissant plus particulièrement de la deuxième branche, quant à l'argument selon lequel la partie défenderesse aurait dû analyser les éléments invoqués dans leur ensemble et non individuellement, le Conseil constate qu'en mentionnant dans le premier acte attaqué que « *Les éléments invoqués ne constituent pas une circonstance exceptionnelle* » et en précisant ensuite les raisons pour lesquelles chacun d'entre eux ne constituait pas pareille circonstance, la partie défenderesse a procédé à un examen à la fois circonstancié et global de tous les éléments présentés par la requérante à l'appui de sa demande d'autorisation de séjour, en telle sorte que ce grief n'est nullement établi. De plus, le Conseil tient à rappeler que l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 n'impose aucune « méthode » précise d'examen ou d'appréciation des éléments invoqués à l'appui d'une demande d'autorisation de séjour et rappelle que la partie défenderesse dispose d'un large pouvoir d'appréciation en la matière.

Quant à l'arrêt du Conseil n° 102 195 du 30 avril 2013, le Conseil relève, à l'instar de la requérante, que celui-ci a été rendu à la suite d'un recours introduit à l'encontre d'une décision se prononçant sur le fond d'une demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois, elle-même introduite sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980. Le Conseil y avait estimé que la motivation de l'acte attaqué « *ne [pouvait] être considérée comme suffisante, dès lors qu'elle ne [permettait] nullement de comprendre la raison pour laquelle [...] la partie défenderesse [estimait] que la durée du séjour de la partie requérante et son intégration [n'étaient] pas de nature à lui permettre d'obtenir une autorisation de séjour* ». En l'espèce, le premier acte attaqué est une décision d'irrecevabilité de la demande introduite par la requérante sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980. Il ne se prononce dès lors pas sur le fond de la demande d'autorisation de séjour, mais uniquement sur la possibilité de déroger à la règle fixée par l'article 9, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980, selon laquelle cette demande doit être introduite avant d'entrer sur le territoire. Dans ce cadre, il appartenait seulement à la partie défenderesse de permettre à la requérante de comprendre les raisons pour lesquelles son intégration et son long séjour en Belgique ne constituaient pas des circonstances exceptionnelles, ce qu'elle a valablement fait ainsi qu'il ressort des constats posés au points 3.1.2. notamment.

3.1.5. S'agissant plus particulièrement de la troisième branche et de la violation alléguée de l'article 8 de la CEDH, force est de constater que le Conseil d'État et le Conseil ont déjà jugé que « *le droit au respect à la vie privée et familiale consacré par l'article 8, alinéa 1^{er}, de la [CEDH] peut être expressément circonscrit par les États contractants dans les limites fixées par l'alinéa 2 du même article. La loi du 15 décembre 1980 est une loi de police qui correspond aux prévisions de cet alinéa. Il s'ensuit que l'application de cette loi n'emporte pas en soi une violation de l'article 8 de la [CEDH]. Cette disposition autorise donc notamment les États qui ont signé et approuvé la Convention à soumettre la reconnaissance du droit à la vie privée et familiale à des formalités de police. Le principe demeure en effet que les États conservent le droit de contrôler l'entrée, le séjour et l'éloignement des non nationaux et que les États sont ainsi habilités à fixer des conditions à cet effet. L'article 8 de la [CEDH] ne s'oppose pas à ce que les États fixent des conditions pour l'entrée des étrangers sur leur territoire. L'exigence imposée par l'article 9, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 d'introduire en principe la demande auprès du poste diplomatique belge dans le pays d'origine, constitue une ingérence proportionnée dans la vie familiale de l'étranger puisqu'elle ne lui impose qu'une formalité nécessitant une séparation temporaire de son milieu belge tout en réservant la décision sur le fondement même de la demande d'être autorisé au séjour de plus de trois mois. Par ailleurs, en ce qui concerne la proportionnalité, si rigoureuses que puissent paraître les conséquences d'une séparation prématurée pour celui qui aspire à un séjour, elles ne sauraient être jugées disproportionnées au but poursuivi par le législateur lorsque la personne intéressée a tissé ses relations en situation irrégulière, de telle sorte qu'elle ne pouvait ignorer la précarité qui en découlait* » (C.E., arrêt n° 161.567 du 31 juillet 2006 ; Conseil, arrêt n° 12.168 du 30 mai 2008).

La Cour constitutionnelle a également considéré, dans son arrêt n° 46/2006 du 22 mars 2006, qu'« *En imposant à un étranger non C.E. admis à séjourner en Belgique de retourner dans son pays d'origine pour demander l'autorisation requise, les dispositions en cause ne portent pas une atteinte disproportionnée au droit au respect de la vie familiale de cet étranger et ne constituent pas davantage une ingérence qui ne peut se justifier pour les motifs d'intérêt général retenus par l'article 8.2 de la Convention européenne des droits de l'homme. En effet, une telle ingérence dans la vie privée et familiale est prévue par la loi et ne peut entraîner qu'un éventuel éloignement temporaire qui n'implique pas de rupture des liens unissant les intéressés en vue d'obtenir l'autorisation requise* » (considérant B.13.3).

Ces jurisprudences sont totalement applicables dans le cas d'espèce, dès lors que l'exigence imposée par l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 d'introduire en principe la demande d'autorisation de séjour auprès du poste diplomatique ou consulaire belge dans le pays de résidence ou dans le pays où l'étranger est autorisé au séjour, n'impose à la requérante qu'une formalité nécessitant une séparation temporaire de

son milieu belge, tout en réservant la décision sur le fondement même de la demande d'être autorisé au séjour de plus de trois mois.

Quant aux « attaches sociales » que la requérante aurait nouées en Belgique, force est de constater que cet élément n'est nullement étayé par celle-ci et relève dès lors de la simple allégation. En tout état de cause, le Conseil observe que de tels liens, tissés dans le cadre d'une situation irrégulière de sorte que la requérante ne pouvait ignorer la précarité qui en découlait, ne peuvent suffire à établir l'existence d'une vie privée, au sens de l'article 8 de la CEDH, en Belgique. Dès lors que la partie défenderesse n'a aucune obligation de respecter le choix d'un étranger de s'établir en Belgique, l'écoulement du temps et l'établissement des liens sociaux d'ordre général ne peuvent fonder un droit de celui-ci à obtenir l'autorisation de séjourner en Belgique. Partant, la violation de l'article 8 de la CEDH n'est nullement démontrée en l'espèce.

3.1.6. Au vu des éléments qui précèdent, le premier moyen n'est pas fondé.

3.2.1. Sur le deuxième moyen dirigé contre le second acte attaqué, l'article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980 impose à la partie défenderesse de prendre en compte les circonstances qu'il vise lors de la prise d'une décision d'éloignement.

Alors que des arrêts antérieurs du Conseil d'État concluaient que l'article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980 n'impose aucune obligation spécifique de motivation (notamment les arrêts n° 242 591 du 10 octobre 2018, n° 253.374 du 28 mars 2022), le Conseil d'État a jugé dans son arrêt n° 253 942 du 9 juin 2022 en ces termes :

« L'obligation de motivation formelle d'un acte administratif requiert d'exposer les motifs de fait et de droit qui le fondent. Dès lors que l'autorité doit notamment avoir égard, lors de l'adoption d'un ordre de quitter le territoire, au respect des droits fondamentaux de l'étranger, il lui appartient donc d'expliquer comment elle a respecté les exigences de l'article 74/13 précité en tenant compte notamment de la vie familiale de la personne concernée.[...] Dès lors qu'un ordre de quitter le territoire a une portée juridique propre [...] cet ordre doit faire l'objet d'une motivation spécifique [...] eu égard à la portée qu'a cette mesure ».

Cet arrêt marque une évolution dans la jurisprudence du Conseil d'État concernant l'étendue de l'obligation de motivation qui pèse sur la partie défenderesse.

3.2.2. En l'espèce, la motivation de l'ordre de quitter le territoire reprise au point 1.7. du présent arrêt expose comment la partie défenderesse a respecté les exigences de l'article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980 en tenant compte, notamment, de la vie familiale de la requérante. La partie défenderesse a pu valablement considérer qu'« il n'y a pas d'éléments qui posent problème pour prendre un ordre de quitter le territoire ». Ce motif se vérifie à l'examen du dossier administratif et n'est pas utilement contesté par la requérante.

S'agissant de la violation alléguée de l'article 8 de la CEDH en ce qui concerne l'ordre de quitter le territoire attaqué, le Conseil renvoie au point 3.1.5. du présent arrêt et rappelle que le fait que la requérante aurait noué des « attaches sociales » en Belgique n'est nullement étayé par celle-ci et relève dès lors de la simple allégation. En tout état de cause, le Conseil rappelle que de tels liens, tissés dans le cadre d'une situation irrégulière de sorte que la requérante ne pouvait ignorer la précarité qui en découlait, ne peuvent suffire à établir l'existence d'une vie privée, au sens de l'article 8 de la CEDH, en Belgique. Partant, la violation de l'article 8 de la CEDH n'est nullement démontrée en l'espèce.

3.2.3. Par conséquent, le second moyen n'est pas fondé.

4. Débats succincts

4.1. Le recours en annulation ne nécessitant que des débats succincts, il est fait application de l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

4.2. Le Conseil étant en mesure de se prononcer directement sur le recours en annulation, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique.

La requête en suspension et annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-six mars deux mille vingt-quatre par :

M. OSWALD,

premier président,

E. TREFOIS,

La greffière,

greffière.

Le président,

E. TREFOIS

M. OSWALD